
Du Liban au Pakistan

Un arc de crise hors contrôle ?



Denis Bauchard

Conseiller à l'Ifri

Décembre 2008



Département
Moyen-Orient/Maghreb (MOM)

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares think tanks français à se positionner au coeur même du débat européen.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Remerciements

La carte en couverture a été offerte gracieusement à l'Ifri par Philippe Rekacewicz et retravaillée par les soins de Gilles Guidieri.

© Tous droits réservés - Ifri, Paris, 2008
ISBN : 978-86592-414-1

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00
Fax: 33 (0)1 40 61 60
E-mail : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21
1000 - Bruxelles - Belgique Tél.
: +(32) 2 238 51 10
Fax : +(32) 2 238 51 15
E-Mail : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : www.ifri.org

Sommaire

INTRODUCTION	2
DES CRISES MULTIPLES	3
Les fronts de crise	3
La « somalisation »	6
La menace djihadiste	10
LES SCENARIOS	14
La « pax americana »	14
L'ordre islamiste	16
Le chaos	17
La stabilisation	19
QUE FAIRE ?	23
Des évolutions internes	24
... accompagnées par la communauté internationale	25

Introduction

Pendant longtemps, le Moyen-Orient a été vu essentiellement à travers les menaces qui pesaient sur l'approvisionnement des pays occidentaux en pétrole et la confrontation entre Israël et les pays arabes. Le champ géographique était ainsi localisé, les menaces et conflits étaient bien identifiés avec des périodes de tension pouvant déboucher sur des crises ouvertes comme en 1967, 1973 ou 1979. Certes les conflits perduraient, qu'il s'agisse du Liban ou de la Palestine, mais des gestions de crise pragmatiques permettaient d'en circonscrire la portée.

Depuis le début de ce siècle – le 11 septembre 2001 étant considéré à cet égard comme une rupture –, les turbulences de cette région s'intensifient, se développent et s'étendent géographiquement vers l'est, faisant apparaître de nouveaux acteurs. Du Liban au Pakistan, les fronts de crise se multiplient : le processus de paix israélo-palestinien est en panne malgré la relance d'Annapolis et la viabilité d'un État palestinien suscite de plus en plus d'interrogations ; Gaza est passée sous le contrôle du Hamas ; la vie politique libanaise reste sous tension malgré l'accord de Doha de mai 2008 ; l'Irak est un pays sinistré malgré une amélioration des conditions de sécurité ; en Afghanistan, Talibans et seigneurs de guerre étendent leur influence ; au Pakistan, les tensions internes peuvent faire craindre une déstabilisation du pays ; en Asie centrale, l'influence de l'islamisme radical progresse et se traduit par des troubles. Au milieu de cette zone de turbulences, la péninsule arabique et l'Iran apparaissent comme des oasis de stabilité, mais pour combien de temps encore ? Quant aux puissances extérieures, notamment les États-Unis et l'Europe, leur influence décline : elles ne sont plus en mesure d'assurer leur contrôle traditionnel. Certains penseurs messianiques, musulmans mais également chrétiens, ne vont-ils pas jusqu'à annoncer que « l'Heure est venue » et que nous sommes à la veille de l'Apocalypse¹ ?

Établir un constat de la situation actuelle, esquisser les scénarios d'évolutions possibles, proposer quelques orientations d'action, tel est le propos de ce texte.

¹ Filiu (2008).

Des crises multiples

La région qui s'étend du Liban au Pakistan connaît depuis longtemps de fortes turbulences² qui s'amplifient en changeant de nature. Outre les crises traditionnelles qui s'aggravent, un phénomène de « somalisation » fait tâche d'huile sur une grande partie de cette zone qui par ailleurs devient un vivier du terrorisme djihadiste.

Les fronts de crise

Les fronts de crise – certains récents, d'autres existant depuis 60 ans comme le conflit israélo-palestinien – restent actifs et dans certains cas s'exacerbent, malgré quelques tentatives récentes pour les résoudre.

Sur le front palestinien, il est clair que, malgré le processus d'Annapolis, aucune solution n'apparaît dans le règlement des dossiers qui restent à négocier pour déboucher sur le statut final. En dépit des déclarations de bonnes intentions du gouvernement d'Ehoud Olmert, celui-ci, désuni et affaibli après la malheureuse intervention au Liban, n'a pu avancer dans les négociations avec l'Autorité palestinienne. Les propos en forme d'autocritique de l'ancien Premier ministre après sa démission sont un aveu d'impuissance³ ; ils ont bien montré qu'il n'existait pas au sein de son gouvernement une majorité ayant la volonté d'aboutir. Le règlement de la question palestinienne n'est d'ailleurs plus une priorité pour Israël, obsédé par la « menace existentielle » représentée par l'Iran. Le fait accompli qui permet de renforcer la présence israélienne dans l'agglomération de Jérusalem et en Cisjordanie reste une tentation d'autant plus forte que l'opinion publique ne semble pas prête à payer le prix d'un éventuel règlement de cette question. La situation de politique intérieure gèle, en toute hypothèse, toute négociation jusqu'à la formation d'un gouvernement après les élections de février 2009. Il existe un risque que celles-ci ne débouchent sur la formation d'un gouvernement encore plus hostile à toute concession pouvant conduire à un accord de paix, que ce soit avec Benjamin Netanyahu ou même avec Tzipi Livni, obligée de composer avec Shaul Mofaz.

² Bauchard (2005).

³ Entretien accordé au *Yediot Ahoronot*, 29 septembre 2008.

Cette période de transition ne peut que favoriser le camp des partisans du fait accompli et met en relief les points de blocage. S'agissant de l'extension des colonies – jugée par les propres amis d'Israël tels que Condoleezza Rice ou Nicolas Sarkozy comme « un obstacle à la paix » –, elle se poursuit imperturbablement tant dans l'agglomération de Jérusalem qu'en Cisjordanie ; le blocage est également total sur le statut futur de Jérusalem comme sur le droit au retour ; de même s'agissant des frontières, le retour à la ligne verte de 1967 est de plus en plus problématique : le « mur de séparation » s'impose *de facto* comme une nouvelle frontière. À supposer qu'un accord soit conclu avec Mahmoud Abbas, seul interlocuteur valable aux yeux des autorités israéliennes, il ne serait valide que pour la Cisjordanie, le Hamas n'étant pas partie à la négociation et continuant à assurer le contrôle de Gaza. Celui-ci étend d'ailleurs son influence en Cisjordanie même où il a de nombreux élus, notamment à la tête de plusieurs villes importantes : l'incertitude demeure quant à la date des prochaines élections présidentielle et législatives, prévues respectivement en 2009 et 2010. Leur report risquerait de provoquer de nouveaux affrontements interpalestiniens.

Les négociations sur la voie syrienne, reprises durant l'été 2008 par Turquie interposée, s'apparentent plus à un jeu tactique auquel se prêtent la Syrie comme Israël qu'à une volonté d'aboutir à un accord de paix. Du côté israélien, on y voit surtout le moyen d'isoler encore davantage les Palestiniens, de sécuriser la frontière nord notamment en obtenant le désarmement du Hezbollah et d'enfoncer un coin dans l'alliance entre la Syrie et l'Iran. La position syrienne est claire : le retrait total d'Israël du Golan jusqu'à la frontière de juin 1967 ; il est douteux que la Syrie s'engage à désarmer le Hezbollah ou à affaiblir son alliance avec l'Iran. Du côté israélien, il est peu vraisemblable qu'un Premier ministre, qu'il s'agisse de Benjamin Netanyahu ou de Tzipi Livni – qui aura très vraisemblablement à compter avec une majorité faible et divisée –, puisse faire accepter le retour du Golan à la Syrie, où se trouvent installés 24 000 colons. Rappelons qu'à l'occasion d'un vote intervenu le 14 décembre 1981, il a été décidé d'« appliquer aux hauteurs du Golan la législation israélienne », c'est-à-dire d'en faire un territoire israélien.

En Irak la stratégie d'envoi de renforts militaires (*surge*) menée avec un certain succès par le général Petraeus a indéniablement amélioré les conditions immédiates de sécurité : le nombre des attentats, comme celui des pertes américaines et des victimes civiles, ont effectivement diminué, revenant à leur niveau de 2004 ; les risques de « fragmentation » se sont estompés. L'accord sur le retrait des troupes, approuvé par le gouvernement irakien le 16 novembre 2008, a été rendu possible par l'amélioration de la situation sur le terrain et la mise en place de forces irakiennes dont la capacité à contrôler le pays s'affirme. Cependant l'Irak reste un pays sinistré dont la reconstruction politique et économique est à faire, dans un contexte d'affrontements entre communautés qui pèse sur

l'avenir de l'Irak. La solution des problèmes de fond n'avance guère, qu'il s'agisse de la répartition des revenus pétroliers, de l'acceptation par les sunnites des dispositions constitutionnelles sur le fédéralisme ou de l'avenir de la région de Kirkouk, revendiquée par les Kurdes. L'ancien commandant en chef en Irak ne cache pas d'ailleurs que les progrès constatés sont « fragiles et réversibles » et que de nombreux « nuages » annonciateurs de tempête subsistent : reprise de l'affrontement entre chiïtes et sunnites, retour des attentats suicides par des éléments d'Al-Qaida, problèmes posés par l'intégration des milices sunnites, les « Fils de l'Irak », dans l'armée régulière, incapacité de l'armée irakienne de faire face seule aux désordres. L'accord sur le retrait prévoit le départ des troupes américaines avant le 31 décembre 2011, laissant ainsi à bref délai la responsabilité progressive de la sécurité aux autorités irakiennes : ce retrait débouchera sur un moment de vérité.

Au Liban, l'accord de Doha, conclu en juin 2008 sous les auspices de la Ligue arabe, a permis d'éviter le pire – le retour de la guerre civile – sans résoudre les problèmes pendants, notamment la place des chiïtes dans les institutions libanaises ou le désarmement du Hezbollah. La situation dans les camps palestiniens, où l'influence des mouvements islamistes, y compris les plus radicaux, tend à se substituer à celle du Fatah, se dégrade. On est entré dans une phase de transition délicate à gérer par le nouveau président Michel Sleimane : elle pourrait déboucher, à l'occasion des prochaines élections législatives, sur un retournement de majorité.

En Afghanistan, la remontée des Talibans vers le nord se confirme, le processus de reconstruction connaît de grandes difficultés malgré une aide internationale importante mal distribuée⁴ – plus de 15 milliards de dollars depuis 2002 –, la présence de 50 000 soldats de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et une armée afghane de 140 000 hommes, tandis qu'est mise en cause l'autorité du Premier ministre Hamid Karzaï, considéré comme l'« homme des Américains ». L'insécurité, y compris à Kaboul, se généralise. La multiplication des cas de « dommages collatéraux » nourrit le rejet des troupes étrangères vues comme des « forces d'occupation ». Les perspectives de négociation avec des Talibans « modérés » ne font qu'ajouter à la confusion. L'intention évoquée par le président élu Barack Obama dans sa campagne d'envoi de troupes supplémentaires n'est pas de nature à régler le problème, si elle ne s'accompagne pas de la recherche d'une solution politique. Le général Petraeus lui-même en est convaincu. Le président Karzaï a publiquement appelé l'OTAN à « réviser sa stratégie ».

Au Pakistan, une véritable guerre se développe dans les zones tribales sous administration fédérale (Federally Administrated Tribal Areas, FATA), provoquant le déplacement de dizaines de milliers de personnes. Aux confins avec l'Afghanistan, l'emprise des

⁴ Michailof (2008).

Talibans et d'Al-Qaida se renforce. L'armée distribue des armes aux tribus hostiles aux Talibans. Le terrorisme, revendiqué par les Talibans mais également par d'autres mouvements, atteint le cœur même du Pakistan, la capitale Islamabad comme les grands centres urbains. L'ombre de la guerre civile et le risque de déstabilisation du Pakistan sont un défi pour le président Asif Ali Zardari.

En Asie centrale, depuis l'indépendance des républiques ex-soviétiques, des mouvements islamistes sont apparus, notamment dans la vallée de Ferghana qui s'étend sur trois pays, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan. Plusieurs groupes radicaux s'y développent, comme le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, formé en 1998, qui a proclamé le djihad. À plusieurs reprises des affrontements ont eu lieu avec les gouvernements locaux. En 2004, on a assisté à de véritables combats de rue à Boukhara et Tachkent. Depuis lors, la répression s'affirme alors que ces mouvements islamistes continuent à progresser.

Cependant cette zone paraît être entrée dans une période d'attente : la Syrie comme l'Iran semblent s'être concertés pour calmer le jeu en attendant que Barack Obama définisse sa politique, dont la priorité est actuellement orientée sur les problèmes économiques et financiers intérieurs. Les gouvernements de la région attendent le départ d'une Administration qui, aux yeux mêmes de ses « amis » du Moyen-Orient, a contribué à créer le chaos actuel. S'ils ont accueilli plutôt favorablement l'élection de Barack Obama, ils sont lucides devant l'« héritage » laissé par l'Administration Bush et les fondamentaux de la politique extérieure américaine.

La « somalisation »

En fait, tout autant et même plus que la situation sur les fronts de crise, le processus de « somalisation » de la région inquiète aussi bien les gouvernements locaux que les pays occidentaux. Ce phénomène, qui s'est développé il y a deux décennies en Somalie⁵, ne fait que s'amplifier et se renforcer. Si l'on compare la situation actuelle à celle existant au début des années 1980, les zones qui ne sont plus sous le contrôle des États ont fait tâche d'huile du Liban au Pakistan. En effet, des mouvements radicaux, souvent d'inspiration religieuse, n'hésitent pas à défier les États et entendent faire prévaloir leur ordre. Les zones ainsi contaminées sont de plus en plus nombreuses : au Sud-Liban, le Hezbollah s'est renforcé politiquement et sans doute militairement depuis la « victoire divine » de 2006 contre Israël et s'affirme de plus en plus comme un État dans l'État. À Gaza, le Hamas a pris brutalement en juin 2007 le contrôle de l'administration et a mis en place ses propres forces de sécurité.

⁵ Bauchard (2007b).

En Irak plus d'une vingtaine de mouvements ont surgi et contrôlent encore un quartier, une ville, voire une région entière en s'appuyant sur des milices armées. Le gouvernement de Nouri Al-Maliki, malgré une certaine amélioration, a du mal à faire respecter son autorité sur ses propres fonctionnaires gangrenés par la corruption, voire sur sa police. Parmi les plus agressifs, citons le mouvement de Moqtada Al-Sadr et sa milice, l'Armée du Mahdi, qui tout en étant le parti le plus important au Parlement, continue à exercer son influence sur les quartiers populeux de Sadr-City à Bagdad même, comme dans la région de Bassora. Incité au calme et au repli par l'Iran, il représente encore une force potentielle capable de défier le gouvernement. Il reste en rivalité et parfois en affrontement direct avec d'autres mouvements comme le Conseil supérieur de la révolution islamique d'Abdel Aziz Al-Hakim, qui dispose également de sa propre milice, la brigade Badr. Au Kurdistan, l'ordre règne, même si la rivalité entre Massoud Barzani et Jalal Talabani, qui se sont partagés les zones d'influence, demeure. *De facto*, le gouvernement irakien n'exerce plus son autorité sur cette région.

En Afghanistan, l'autorité du Premier ministre est battue en brèche non seulement par les Talibans mais aussi par les seigneurs de guerre, qui ont reconstitué leurs fiefs, comme Gulbuddin Hekmatyar qui s'était déjà opposé avec succès au pouvoir communiste. Au Pakistan, le gouvernement a de plus en plus de difficultés à contrôler les confins avec l'Afghanistan, notamment les zones tribales des FATA. Il a dû composer avec les chefs de tribus du Nord-Waziristan, avec lesquels un accord a été signé en septembre 2006 ; tout récemment un accord a été signé avec Maulana Fazlullah, chef religieux, par lequel il est convenu qu'il pourra appliquer la charia dans son fief de la vallée de Swat. Le cessez-le-feu conclu avec Baitullah Mehsud, le chef des Talibans pakistanais, a été rompu le 29 juin 2008 et, à l'initiative de l'armée, le Premier ministre Youssouf Raza Gilani a opté pour la force. Depuis le mois d'août 2008, de lourdes opérations sont menées par l'armée pakistanaise. Cependant les Talibans renforcent leur emprise sur la région de Peshawar, voire dans cette ville même de 3 millions d'habitants, et menacent ce centre de communication et les voies d'approvisionnement des troupes de l'OTAN en Afghanistan. Plus au sud, les autorités pakistanaises ont de plus en plus de difficultés à contrôler le Baloutchistan, où des mouvements irrédentistes se propagent. Ainsi, au Pakistan, où la vie politique intérieure est incertaine, on s'interroge sur les menaces à l'intégrité du pays si la crise de l'État devait se prolonger. Les autorités de Téhéran elles-mêmes ont du mal à contrôler le prolongement iranien de cette province, le Sistan-Baloutchistan.

Ces mouvements sont très divers dans leur importance et leurs modes de fonctionnement comme dans l'intensité de la menace qu'ils font peser sur les États. Certains points communs méritent cependant d'être soulignés.

- Ils instrumentalisent la religion à des fins politiques. De fait leurs chefs sont souvent des religieux. Leur programme vise à instaurer la charia comme source de la loi. Il s'agit en effet de mouvements islamistes qui entendent imposer un ordre religieux sur la population qu'ils contrôlent notamment en matière du droit des personnes. Ils ont institué leurs propres tribunaux. Certains, comme le Hezbollah, pour des raisons tactiques et pour ne pas effaroucher ses alliés chrétiens, restent cependant plus prudents. Mais ces mouvements peuvent également s'appuyer sur des fondements communautaires ou tribaux.
- Ils disposent de milices armées permanentes rémunérées, bien équipées (armes légères, mais également missiles à courte et moyenne portée, voire chars) et bien entraînées, et peuvent mobiliser jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de combattants. L'Armée du Mahdi de Moqtada Al-Sadr disposerait ainsi potentiellement de 50 000 hommes qui, pour l'instant, se font discrets.
- Ils ont mis en place des institutions à caractère social, éducatif ou caritatif qui contribuent à leur apporter une réelle popularité. Ils animent des réseaux d'écoles, des dispensaires, de véritables hôpitaux. Ils indemnisent les familles des « martyrs » ou celles qui ont été touchées par la guerre.
- Ils fonctionnent sur la base de modèles, certes non démocratiques, comme nous l'entendons, mais qui leur assurent une certaine légitimité. Le cas du Hamas est à cet égard intéressant : il a mis en place au niveau de Gaza, de Damas, de la Cisjordanie et dans les prisons israéliennes (dans ces deux derniers endroits de façon clandestine) un mécanisme de concertation, un conseil consultatif, le *madjles ech shura*, qui permet à ses dirigeants de tenir compte des opinions de sa base.
- Ils entretiennent avec les États des relations ambiguës. Selon les pays, leur existence et leurs activités sont considérées comme légales *de jure* ou *de facto*, illégales ou tolérées bien qu'illégales. Ils contestent l'autorité de l'État mais celui-ci peut trouver son intérêt à leur existence et parfois conclure des accords, comme au Pakistan, contribuant en cela à leur reconnaissance officielle.

Cette évolution s'explique par de nombreuses raisons : tradition de contestation des pouvoirs en place par les tribus qui se renforcent, par des grands féodaux ou autres seigneurs de guerre,

comme en Afghanistan, en Irak ou au Pakistan ; le caractère récent et artificiel des États créés sur les ruines des anciens empires ottoman, britannique ou français ; la faiblesse congénitale des structures étatiques, souvent inefficaces, corrompues et pratiquant le clientélisme ; l'incapacité des États à faire face aux situations de crise ; l'échec des politiques menées notamment dans le domaine économique et social depuis les indépendances. Certains de ces mouvements ont un caractère mafieux ou commettent des actes de violence relevant de la criminalité de droit commun, n'hésitant pas à organiser enlèvements et rackets, ou à se financer par le trafic de drogue.

Cependant la responsabilité des puissances extérieures à la région est grande : les interventions américaines en Afghanistan dans les années 1980 pour déstabiliser le pouvoir communiste puis en Irak à partir de 2003 ont contribué à l'émergence de ces « États faillis ». Le proconsul américain à Bagdad, Paul Bremer, qui a, semble-t-il de son propre chef, décidé la dissolution de l'armée irakienne et la débaasification de l'administration, porte une lourde responsabilité : il est à l'origine même de l'effondrement des structures étatiques en Irak, laissant un vide dans lequel se sont engouffrés de multiples groupes rivaux⁶. Le recours, qui s'élargit, à des entreprises privées, notamment pour assurer la logistique et la sécurité, a conduit au développement de véritables milices privées armées qui échappent au contrôle du gouvernement irakien, et même au commandement américain, et compteraient actuellement près de 150 000 personnes, soit un niveau comparable à celui des troupes américaines. En 2007, les incidents suscités en toute impunité par les activités de la société Blackwater ont montré l'acuité du problème.

Israël a également sa part de responsabilité : dans la volonté d'affaiblir Yasser Arafat et le Fatah, il a eu à l'égard des Frères musulmans, tout au moins dans les années 1980, une attitude complaisante et encourageante. Les actions entreprises par Ariel Sharon en vue de détruire les structures administratives naissantes de l'Autorité palestinienne, comme celles menées par Ehoud Olmert pour faire échouer la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, ont contribué à déstabiliser l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et largement profité au Hamas. L'intervention israélienne en juillet 2006 au Liban, mal conçue et mal mise en œuvre, a contribué à faire du Hezbollah le symbole même de la « résistance à l'impérialisme américain et au sionisme » : le mouvement chiite a su exploiter avec habileté la « victoire divine » qu'il revendique.

L'Iran a naturellement sa part de responsabilité, même s'il n'est pas le générateur de tous les troubles dénoncés par l'Administration Bush. Son soutien aux mouvements chiites irakiens ou libanais mais également à certains mouvements sunnites comme

⁶ Droz-Vincent (2007).

le Hamas est multiforme : appuis financiers, fournitures d'armes, y compris lourdes et sophistiquées, formation dans des camps d'entraînement sur son territoire, etc. Cependant cette situation résulte moins d'une politique de puissance que d'une exploitation habile des opportunités qui lui ont été fournies. En éliminant Saddam Hussein, et en repoussant les Talibans loin de ses frontières, les États-Unis ont débarrassé l'Iran de ses deux principales menaces extérieures. Bien mieux, ils ont mis en place, à travers la promotion de la démocratie, un gouvernement chiite dont beaucoup de membres ont des liens étroits avec l'Iran, où ils ont trouvé refuge pendant de nombreuses années. Cependant ces mouvements ne sauraient être considérés comme de simples marionnettes aux mains de Téhéran : ils ont leurs propres objectifs et agendas et une réelle marge de manœuvre dans leurs décisions. Il ne faut surtout pas oublier l'antagonisme profond et multiséculaire qui oppose Arabes et Persans. Ainsi l'existence d'un « arc chiite », ou d'une cinquième colonne, dénoncée en particulier par le président Hosni Moubarak ou le roi Abdallah de Jordanie, relève plus du fantasme et de la théorie du complot que de la réalité.

L'Arabie Saoudite pour sa part ne reste pas passive devant le jeu de l'Iran et la montée de l'influence chiite : de façon discrète mais efficace, elle est présente sur les différents terrains où opère l'Iran. Son appui aux sunnites irakiens a été multiforme : financements, fournitures d'armes, présence de « volontaires ». Son soutien au Premier ministre Fouad Siniora au Liban ou à l'Autorité palestinienne procède de cette même volonté de contrer l'influence iranienne. De façon plus globale, la politique de Riad au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui vise à modérer les hausses du prix du pétrole brut, ne peut que contribuer à affaiblir l'influence iranienne en diminuant ses ressources financières.

La menace djihadiste

Al-Qaida et les mouvements djihadistes bénéficient naturellement du chaos qu'ils ont contribué à créer. Cependant, même si les informations fiables sont difficiles à rassembler et à interpréter, les groupes qui s'en réclament ont subi de lourdes pertes sur les différents fronts où ils manœuvrent, qu'il s'agisse de l'« ennemi lointain », comme l'Europe et les États-Unis, ou de l'« ennemi proche », comme l'Irak ou l'Arabie Saoudite. À cet égard, une controverse s'est développée aux États-Unis entre Marc Sageman, sociologue, psychiatre et ancien de la CIA, et Bruce Hoffman, professeur à l'Université de Georgetown⁷. Pour le premier, Al-Qaida a été sérieusement démantelée et il ne reste plus que des cellules

⁷ Controverse rapportée par *Courrier international*, n° 921, 16 juin 2008.

dispersées et privées de chef ; pour le second, l'organisation demeure une vraie menace. Cette querelle n'est pas uniquement personnelle ou académique : elle cache également des intérêts rivaux entre les différents services américains engagés dans la « guerre » contre le terrorisme.

Si on essaie de dresser un bilan aussi factuel que possible de la lutte contre le terrorisme du type Al-Qaida, on peut faire les constats suivants :

- Oussama Ben Laden et Ayman Al-Zawahiri n'ont pas été pris et continuent à narguer les « croisés et infidèles » à travers des vidéos et des déclarations belliqueuses ; ils se trouvent vraisemblablement dans les confins afghano-pakistanaïsi où ils bénéficient de la protection et de la complaisance des tribus locales.
- Cependant des signes d'affaiblissement apparaissent : développement de querelles internes, désaveu de certaines actions contre les chiïtes, doutes sur les actions de certains groupes labellisés Al-Qaida, diminution des actions terroristes, notamment par attentats suicides. En outre, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, Al-Qaida a subi de lourdes pertes tant au niveau de l'encadrement supérieur que des cadres intermédiaires ou des exécutants. Tel est le cas en Irak où les groupes qui se trouvaient dans le « Jihadistan », créé dans la province sunnite d'Al-Anbar, ont subi de lourdes pertes. En Arabie Saoudite, le réseau des « égarés » a subi également des pertes à la suite d'une politique mêlant habilement répression et appel à la repentance. Dans les pays occidentaux ou moyen-orientaux, les mesures prises se sont révélées efficaces.
- Toutefois des groupes ayant fait allégeance à Al-Qaida sont apparus dans de nouvelles zones, notamment en Afrique du Nord, en Asie centrale, au Liban et dans les territoires palestiniens. Même si les liens semblent très lâches, ils utilisent les mêmes méthodes : attentats suicides, sens de l'opportunité et des symboles pour le choix de la date ou des cibles, exploitation médiatique de leurs activités, gestion en temps réel de leurs sites Internet où ils se vantent de leurs « exploits ». D'autres groupes djihadistes, jusqu'alors inconnus ou peu connus, qui ne semblent pas liés à Al-Qaida, comme le Fatah Al-Islam au Liban, ont fait leur apparition. Au Pakistan, outre Al-Qaida et les Talibans, des groupes djihadistes comme le Lashkar-e-Taiba développent leur action. L'Inde, où vit une communauté musulmane de 150 millions de personnes, est à son tour victime d'un terrorisme d'origine djihadiste qui semble tout autant

venir de groupes indiens comme les Moudjahidin indiens que de mouvements violents pakistanais. Les graves attentats survenus à Bombay le 26 novembre 2008 montrent le sérieux de la menace.

- L'appel au djihad reste très insistant et le recrutement de nouveaux djihadistes, notamment en Europe, continue. Les islamistes qui utilisent Internet sont toujours aussi actifs et poursuivent leurs activités de promotion du djihad, en proposant des modes opératoires, en informant les internautes sur leurs actions en temps réel, en continuant à dénoncer et à cibler les « croisés » comme les « tyrans qui leur sont inféodés ». Ainsi près de 4 000 sites se réclament d'Al-Qaida. Le nombre de vidéos de propagande diffusées à travers le monde musulman demeure élevé (92 en 2007). L'image d'Oussama Ben Laden et de son organisation reste encore favorable dans de nombreux pays musulmans. Ainsi le sondage réalisé en avril 2007 par l'organisation World Public Opinion, liée à l'Université du Maryland, sur l'opinion publique dans quatre pays musulmans (Maroc, Égypte, Pakistan, Indonésie) a un caractère préoccupant : si une très forte majorité des personnes interrogées (autour de 80 %) condamnent les violences contre des civils, un tiers ont une image positive d'Al-Qaida et 70 % approuvent l'objectif de l'organisation terroriste « de s'opposer aux États-Unis et d'affirmer la dignité des populations musulmanes ».

Ainsi la menace persiste et risque de perdurer, en particulier si le climat de tensions entre monde occidental et monde musulman devait encore s'accroître. Al-Qaida n'a pas de difficultés à recruter y compris parmi les jeunes musulmans vivant en Occident, et parmi les nouveaux convertis : cependant si son influence reste diffuse dans l'arc de crise qui va du Liban au Pakistan, elle se manifestera surtout par des actions ponctuelles et spectaculaires. Pour Marc Hecker⁸, il y a moins déclin que mutation. Cette mutation prend plusieurs formes : présence accrue sur la Toile, mondialisation du djihad avec l'émergence de groupes qui s'en réclament, offensive en Irak où il se trouve de plus en plus sur la défensive, repli dans les zones tribales aux confins de l'Afghanistan et du Pakistan. Cependant d'autres groupes djihadistes se développent, notamment dans le sous-continent indien, dont les liens avec Al-Qaida ne sont pas prouvés

Pour résumer ce propos, la zone qui s'étend du Liban au Pakistan reste et risque de demeurer dans les années qui viennent une aire de hautes turbulences, voire de chaos. Cela est-il « créatif »

⁸ Hecker (2007).

comme l'a prétendu Condoleezza Rice ? On peut en douter, les terres de non-droit où l'autorité des États est défiée ont tendance à s'étendre tandis que les turbulences s'accroissent en intensité. Il subsiste cependant, dans cet espace, des territoires où l'ordre règne, celui des ayatollahs en Iran, des monarchies dans le Golfe, du régime alaouite en Syrie. Cependant l'expérience du passé, en particulier celle de l'Irak, montre que l'on peut passer très rapidement d'un ordre autocratique à un « État failli ». S'agissant plus spécialement des pays de la péninsule arabique, qui ont engrangé en 2007 plus de 400 milliards de dollars de revenus des hydrocarbures, ils développent un modèle original de croissance spectaculaire mais réelle malgré ses fragilités. Ces pays, qui mènent une politique combinant une répartition généreuse de la rente pétrolière pour leurs nationaux, un contrôle étroit de leur importante population étrangère, une marginalisation des oppositions et une lutte efficace contre le terrorisme, témoignent d'un réel dynamisme. Mais cette enclave de stabilité et de prospérité risque d'être durement affectée par la crise financière et l'ampleur de la chute du prix du pétrole. Réussira-t-elle à se préserver de la contamination des turbulences proches ?

Plusieurs scénarios sont envisageables pour la région.

Les scénarios

Des scénarios types – la *pax americana*, le développement du chaos, l'ordre islamiste, une stabilisation – peuvent être esquissés⁹. Dans les toutes dernières années, la *pax americana* a tourné court, l'ordre islamiste a progressé dans certains pays, le chaos s'est développé dans d'autres, la stabilisation reste un espoir. Qu'en est-il pour le futur ? Il convient de reprendre ces scénarios en les actualisant et en les approfondissant.

La « *pax americana* »

La *pax americana* qui devait déboucher sur un « Grand Moyen-Orient » démocratique et prospère a sombré dans le fiasco irakien même si la situation est moins difficile que début 2007. On rappellera l'idée de base qui a inspiré cette initiative ambitieuse et désastreuse¹⁰. Lors de son discours sur l'état de l'Union prononcé le 20 janvier 2004, le président Bush déclarait : « tant que le Moyen-Orient restera en proie à la tyrannie, au désespoir et à la colère, il continuera à produire des hommes et des mouvements menaçant la sécurité de l'Amérique et de ses amis. L'Amérique poursuit donc une stratégie de liberté¹¹ ». Dans ce cadre, l'Irak devait être la vitrine à la fois d'un régime démocratique et d'une prospérité économique fondée sur la libre entreprise. Par un effet domino, la démocratie et la croissance économique devaient s'étendre à l'ensemble de la zone. « Les tyrannies seraient éradiquées. » De ce « chaos créatif » sortiraient la paix et le développement.

On ne reviendra pas en détail sur les raisons de l'échec américain en Irak comme dans l'ensemble du Grand Moyen-Orient. On rappellera simplement les erreurs de conception et les maladresses de la mise en œuvre d'une politique, après la mise à l'écart d'experts de grande qualité sur le monde musulman, qui existent tant dans les universités que dans les *think tanks* : méconnaissance par les décideurs américains de la situation sur le terrain ; ignorance des caractères spécifiques des sociétés,

⁹ Bauchard (2005).

¹⁰ L'initiative Broader Middle and North Africa (BMENA ou Grand Moyen-Orient [GMO]) fut adoptée en 2004 lors du sommet du G8 de Sea Island (NDLR).

¹¹ Bush (2004).

notamment de l'importance des structures communautaires, ethniques, tribales ou religieuses ; référence au modèle non transposable de l'Allemagne de l'après-guerre ou des pays de l'Est européen après l'écroulement de l'URSS ; croyance angélique, entretenue par des exilés ayant perdu le contact avec leur pays d'origine, que les troupes américaines seraient accueillies en libératrices ; arrogance intellectuelle à vouloir exporter un modèle démocratique qui pourrait être utilisé tel quel et immédiatement par des sociétés complexes, alors que plusieurs siècles ont été nécessaires aux grandes démocraties occidentales pour se bâtir ; réticences des régimes en place proches des États-Unis à suivre les injonctions qui risquaient de les déstabiliser ; comportement intrusif des troupes d'occupation qui ont conduit un développement du sentiment anti-américain dans « la rue musulmane » ; faiblesse des mouvements véritablement démocratiques dans cette zone ; liberté prise par l'Administration par rapport aux propres valeurs américaines (Guantanamo et Abou Ghraïb ont eu à cet égard des effets désastreux) ; complaisance de l'Administration Bush envers Israël.

Au total le bilan est accablant : comme le notait l'éditorial du *New York Times* au lendemain de l'élection de Barack Obama, celui-ci « hérite un legs épouvantable » (*inherits a terrible legacy*). Un tel constat vaut en particulier pour la politique qui a été menée au Moyen-Orient. L'Irak est sinistré ; l'Iran s'affiche comme puissance régionale sûre d'elle-même et continue imperturbablement à poursuivre son programme d'enrichissement en uranium au nom de sa « souveraineté nucléaire » ; le Pakistan est en pleine incertitude politique avec l'élection d'un président contesté et d'une majorité divisée. Les frémissements démocratiques qui avaient pu apparaître sous la pression américaine dans plusieurs pays du Moyen-Orient, comme la Jordanie, la Syrie ou l'Égypte, s'estompent ; l'autorité des gouvernements mis en place avec l'appui américain, comme celui d'Hamid Karzaï ou de Nouri Al-Maliki, reste faible et contestée ; l'influence de Washington sur ses propres alliés s'émousse, qu'il s'agisse d'Ehoud Olmert – qui continue à gérer les affaires courantes et défie Condoleezza Rice en refusant d'arrêter l'extension des colonies – ou du roi Abdallah d'Arabie Saoudite – qui estime « illégitime » l'occupation américaine en Irak. Le projet de Grand Moyen-Orient, devenu le Forum pour le futur, qui réunit les ministres des Affaires étrangères des pays concernés une fois par an, tourne à vide.

Quelques éléments positifs cependant sont décelables, comme une certaine accalmie en Irak ou une réelle efficacité dans la lutte contre le terrorisme. Mais ils sont insuffisants et trop précaires pour contrebalancer l'échec global de l'Administration Bush dans cette zone. Le nouveau président élu est conscient qu'il devra restaurer la crédibilité des États-Unis dans ces pays où ils conservent de réels atouts : un changement de politique, s'inspirant du rapport Baker-Hamilton publié en décembre 2006, pourrait contribuer à restaurer la confiance avec leurs alliés moyen-orientaux. Seront-ils

suffisants pour promouvoir une *pax americana* ? On peut en douter. Ils n'en resteront pas moins un acteur influent dans la région, mais non sans partage.

L'ordre islamiste

À plusieurs reprises le déclin ou l'échec des mouvements islamistes a été prédit. Cependant le premier constat est que, d'une façon générale, les sociétés musulmanes, notamment dans cet arc de crise, se caractérisent par un développement de la pratique religieuse, une islamisation des législations nationales, notamment en ce qui concerne le statut personnel, une sympathie à l'égard des mouvements qui proclament que « l'islam est la solution ». De fait les mouvements islamistes, ceux qui opèrent dans la légalité comme ceux qui sapent l'autorité des États, se sont renforcés ces dernières années en devenant dans la plupart des pays de cette région la seule force d'opposition organisée. La tenue d'élections relativement honnêtes leur a permis de mesurer leur influence – même s'ils ont autocontrôlé leur succès –, voire de prendre le pouvoir. Ainsi les élections en Irak ont mis en place une coalition de partis à caractère islamiste, dont l'un, celui de Moqtada Al-Sadr, propose ouvertement l'établissement d'un gouvernement des clercs – *vilayet-e-faqih* –, à l'image de l'Iran ; les élections de janvier 2006 dans les territoires palestiniens ont installé un gouvernement Hamas ; en Égypte, les élections législatives de décembre 2005 ont permis l'élection de 88 députés « indépendants », liés de fait aux Frères musulmans ; au Liban, le Hezbollah est devenu un acteur influent représenté au Parlement qui a pris le leadership de la communauté chiite. En revanche au Pakistan, on a assisté à un reflux des partis islamistes à l'occasion des élections du 18 février 2008.

Cette vague islamiste peut-elle s'étendre et mettre en place un ordre dans tout ou partie des pays de cet arc de crise ? Il est à craindre effectivement que, par la force ou au profit d'élections relativement libres, les mouvements islamistes prennent le pouvoir seuls ou en coalition avec d'autres mouvements ou partis. En Irak, les partis islamistes qui ont une majorité relative au Parlement pourraient, à l'occasion d'une nouvelle consultation, renforcer leur emprise et créer une République islamique, à l'ombre de Téhéran, où la charia prévaudrait. Dans les territoires palestiniens, le Hamas, maître à Gaza, et déjà influent en Cisjordanie où il contrôle plusieurs villes, pourrait profiter des élections palestiniennes et du discrédit qui frappe l'Autorité, pour faire élire un président qui lui soit proche. En Égypte comme en Jordanie, les Frères musulmans restent influents et présents au Parlement, même si l'on constate actuellement un certain reflux : ils attendent leur heure. Dans ce scénario, le régime iranien se consoliderait au profit des éléments les plus durs et les plus opposés à un dialogue avec l'Occident. Mahmoud Ahmadinejad remporterait l'élection présidentielle de juin 2009 et continuerait à

affirmer « la souveraineté nucléaire » du pays, notamment son droit à l'enrichissement d'uranium. Affichant sa détermination à jouer un rôle de puissance régionale, l'Iran accentuerait son influence au Moyen-Orient, notamment en Irak devenu République islamique et dans les pays du Golfe. En Afghanistan, les Talibans pourraient se réinstaller à Kaboul et contrôler la partie sud du pays. Au Pakistan, après une gestion désastreuse de la coalition au pouvoir, de nouvelles élections permettraient le retour en force des partis islamistes, sous le regard bienveillant d'une armée de plus en plus noyautée par des éléments islamistes. En Arabie Saoudite la faction la plus conservatrice de la famille royale, qui s'oppose à la politique du roi Abdallah, arrête le processus de réforme.

L'ordre islamiste s'étendrait ainsi, avec des conséquences négatives en termes de politique tant intérieure qu'internationale : application stricte de la charia, sentiments très hostiles aux « nouveaux croisés », renforcement de l'influence de l'Iran, atteintes aux droits de l'homme. Cependant, luttant efficacement contre la corruption, se révélant bons gestionnaires dans le domaine économique et social, les islamistes s'opposent aux influences étrangères ; leur emprise sur la population, qui a rejeté les anciens pouvoirs autocratiques et familiaux, s'affirme. Contrôlant les médias, ils musellent toute opposition.

Une telle évolution pourrait se heurter aux intérêts de l'establishment militaire, et plus spécialement des services de renseignements, nombreux et influents, de même qu'à une élite occidentalisée. Une seule certitude cependant est que l'influence des islamistes, qu'ils soient associés au pouvoir ou dans l'opposition, restera forte, et façonnera des opinions publiques touchées par une affirmation de plus en plus ostensible du religieux et dont les sentiments sont de plus en plus antioccidentaux.

Le chaos

Ce scénario noir n'est que la poursuite des tendances qui existent actuellement et qui s'amplifient : les zones de non-droit contrôlées par les milices armées continuent à s'étendre. Les États-Unis devraient normalement quitter l'Irak en décembre 2011 : après le retrait des troupes américaines, le gouvernement Maliki est incapable de gérer la situation avec une armée et une police dépourvues d'efficacité et minées par les divisions communautaires. Les milices sunnites intégrées à l'armée régulière font défection. Il démissionne, laissant le pays en plein chaos. Chiites et sunnites s'opposent en combats sanglants ; les milices chiites rivales, notamment l'Armée du Mahdi de Moqtada Al-Sadr et la brigade Badr, s'affrontent à nouveau. L'Irak implose en plusieurs États : le Kurdistan passe d'une autonomie de fait à un État recherchant une reconnaissance internationale ; le reste du pays éclate en deux républiques, l'une

sunnite au centre du pays, l'autre chiite au sud, la frontière passant au cœur même de l'agglomération de Bagdad, celle-ci étant de fait déjà coupée en deux. L'Arabie Saoudite est soumise à des tensions irrédentistes pouvant conduire à une fragmentation du pays, scénario déjà envisagé par certains milieux néoconservateurs, profondément hostiles au wahhabisme : le Hasa, cœur de la production pétrolière, réclame son indépendance et la « protection » américaine.

Dans les territoires palestiniens, après Gaza où s'est installé le Hamas, la Cisjordanie se fragmente en plusieurs bantoustans autour des villes de Naplouse, Jénine, Ramallah et Hébron : ceux-ci sont contrôlés par des notables ou des clans mafieux qui font alliance selon les cas avec le Hamas ou avec le Fatah. Au Liban, les milices liées aux différents mouvements chrétiens ou sunnites se réarment à l'image du Hezbollah : le pays replonge dans la guerre civile. En Syrie, le pouvoir alaouite est menacé de l'intérieur par une révolte de palais, voire renversé par la majorité sunnite : celle-ci fait alliance avec les Frères musulmans qui activent leurs réseaux clandestins. En Iran, le pouvoir, soumis à des tensions de plus en plus fortes, est affaibli. La chute des prix du pétrole et ses conséquences conduisent à des troubles sociaux qui se politisent. Le président Ahmadinejad, de plus en plus contesté et ne pouvant plus pratiquer sa politique clientéliste en raison de la chute des revenus pétroliers, est battu à l'élection présidentielle de juin 2009, mais son successeur, qui pourrait être un conservateur pragmatique, a du mal à asseoir son autorité. Le Guide, en mauvaise santé, laisse le champ libre aux prétendants à sa succession qui mobilisent leurs appuis. Les Gardiens de la révolution, comme les Bassijis, éclatent en factions rivales. Les troubles s'étendent à tout le pays. Tous ces événements affectent la sécurité des approvisionnements énergétiques en provenance du Moyen-Orient, provoquant une nouvelle hausse des prix du pétrole. Au Pakistan, les violences se propagent à l'ensemble du pays : l'armée écarte le gouvernement élu démocratiquement et s'efforce de reprendre en mains la situation. Ces violences affectent également l'Inde où le terrorisme djihadiste est le catalyseur d'affrontements violents entre la minorité musulmane, gagnée par l'influence islamiste, et des éléments hindous extrémistes.

Al-Qaida, à partir de sa base ancrée aux confins afghano-pakistanaïens, remobilise ses réseaux et revient en force dans la zone. Profitant du vide politique creusé en Irak par le départ des troupes américaines, il recrée un Jihadistan en pays sunnite. De nouveaux attentats sont organisés dans les pays occidentaux à l'initiative de groupuscules extrémistes, qui se labellisent Al-Qaida. En Asie centrale, les troubles provoqués par Al-Qaida et le Hizb ut-Tahrir (Parti de la libération) s'intensifient, notamment dans la vallée de Fergana, elle-même fragmentée en plusieurs États.

La stabilisation

Des signes fragiles peuvent laisser penser qu'une amorce de stabilisation se dessine et pourrait se développer. S'agissant du Liban et des relations entre Israël et ses voisins arabes, ces signes ont été confirmés par les conclusions du Sommet pour la Méditerranée qui s'est tenu à Paris le 13 juillet 2008. Au Liban, l'accord de Doha, suivi par la décision du président Bachar Al-Assad d'établir des relations diplomatiques avec ce pays, a arrêté la course à l'abîme : un gouvernement d'union nationale est mis en place qui apaise les affrontements communautaires ou claniques et entreprend le désarmement du Hezbollah. S'agissant de la Syrie, son alliance avec l'Iran s'étirole, sa principale raison d'être, la menace que l'Irak de Saddam Hussein faisait peser sur elle, ayant disparu. Les négociations avec Israël progressent : la Syrie obtient le retour du Golan, qui est démilitarisé, dans les frontières de 1967 et le départ progressif des colons ; en compensation elle s'engage à fermer le bureau du Hamas à Damas et à appuyer les efforts du gouvernement libanais pour désarmer le Hezbollah. Le processus d'Annapolis progresse vers un accord sur le statut final auquel se résignent les Palestiniens très affaiblis. La sécurité en Irak continue à s'améliorer sensiblement ; le calendrier de retrait des troupes américaines est respecté, l'armée irakienne prenant le relais sans incident majeur. Le gouvernement irakien affirme son autorité, résout les problèmes de fond en suspens, notamment sur la répartition des revenus pétroliers et la mise en œuvre du fédéralisme. La communauté sunnite joue le jeu de la démocratie et renonce à la violence. Au Pakistan le nouveau gouvernement reprend progressivement le contrôle de la situation dans les provinces du nord-est.

L'arrivée au pouvoir de Barack Obama et ses premières initiatives conduisent à penser que les États-Unis, par une politique plus équilibrée et une volonté de dialogue avec tous les interlocuteurs représentatifs, peuvent consolider les premiers signes de retour vers la stabilité. Son élection et la sympathie qu'elle a suscitée dans le monde apparaissent comme une nouvelle donne et créent un climat favorable au Moyen-Orient comme ailleurs, suscitant de grandes attentes. La volonté affirmée de concertation avec l'Europe, le charisme de l'homme, sa volonté de dialogue sont des atouts importants pour restaurer la crédibilité de l'Amérique. Cependant, il n'est pas sûr que la politique extérieure des États-Unis soit totalement bouleversée. Les « fondamentaux » seront sans doute inchangés : renforcer la sécurité d'Israël, lutter contre le terrorisme, promouvoir les intérêts américains dans la région, veiller à l'approvisionnement en sources d'énergie, plus généralement promouvoir la sécurité de l'Amérique. Ces orientations ne font pas obstacle à ce que les États-Unis puissent être de nouveau considérés comme d'« honnêtes courtiers » (*honest brokers*) et contribuent à

faire prévaloir des compromis, justes et réalistes, pour régler les principales crises en cours au Moyen-Orient.

Le retour, certes tardif, à un certain réalisme de quelques éléments néoconservateurs peut jouer également dans le bon sens. À cet égard l'autocritique de Francis Fukuyama montre la capacité de réalisme des Américains. Tout récemment, dans un article publié par *Newsweek*¹² et repris largement dans la presse internationale, il constatait « à quel point ces traits caractéristiques de la marque américaine – leur vision du capitalisme et la démocratie libérale – sont aujourd'hui discrédités ». Il ajoutait : « la rhétorique américaine sur la démocratie s'est mise à ressembler à une excuse visant à perpétuer l'hégémonie des États-Unis ». Et il concluait en estimant qu'« un nouveau rétablissement dépend de notre capacité à procéder à quelques changements fondamentaux ». Ces propos particulièrement lucides, qui s'appliquaient à l'ensemble de la politique de l'Administration Bush, visent, entre autres, sa politique au Moyen-Orient

Cependant tous ces signes restent fragiles et conjoncturels. Le climat hostile qui s'est développé dans cette zone à l'égard des États-Unis en particulier mais également des pays occidentaux dans leur ensemble sera difficile à atténuer. Les propos du guide Ali Khamenei, certes prononcés avant l'élection de Barack Obama, estimant que « la haine de la nation iranienne pour l'Amérique est profonde » et plonge ses racines dans l'Histoire, ne sont pas de bon augure. Cependant quelques jours plus tard, dans une lettre de félicitations adressée au nouveau président – une première depuis la révolution –, Mahmoud Ahmadinejad exprimait le souhait que celui-ci prenne en compte « les attentes [...] des peuples du monde pour un changement fondamental de la politique extérieure américaine ». Une véritable stabilisation de la région qui s'étend du Liban au Pakistan suppose tout à la fois une réelle révision des politiques mises en œuvre jusqu'à maintenant comme un changement profond des mentalités.

Quelques remarques pour terminer sur ce point.

- L'option d'une intervention américaine et/ou israélienne contre l'Iran reste, pour reprendre l'expression utilisée par le président Bush, « sur la table ». Il est clair qu'une telle intervention, même limitée à des frappes chirurgicales, aurait des effets dévastateurs sur l'ensemble de cette zone et au-delà, en termes politiques, militaires ou économiques. De nombreuses études ont fait l'inventaire des conséquences d'une telle initiative¹³. Outre les réactions probables à caractère militaire qui pourraient viser les troupes

¹² Fukuyama (2008).

¹³ Lowe et Spencer (2006).

étrangères présentes sur les différents fronts de crise, notamment en Irak et au Liban, cette intervention mettrait dans l'embarras les plus proches alliés des États-Unis dans la région, qui seraient amenés à s'en désolidariser. Elle renforcerait le camp des éléments les plus durs et risquerait de déstabiliser les gouvernements modérés. Sur le plan économique, elle se traduirait par une nouvelle hausse des prix du pétrole et mettrait en danger les économies prospères des pays du Golfe. Elle aggraverait les risques de terrorisme, en nourrissant les ressentiments envers l'Occident dans son ensemble. En cas d'échec technique d'une telle opération, dont le succès n'est effectivement pas garanti, s'ajouterait la satisfaction d'une « victoire divine ». Les deuxième (ordre islamiste) et troisième (chaos) scénarios se trouveraient ainsi renforcés.

- La possibilité d'un affrontement entre sunnites et chiites n'a pas été évoquée. Il est vrai que le risque est réel. Il existe d'ores et déjà au Liban et en Irak, où les deux communautés sont présentes et luttent contre le pouvoir. À l'inverse, certains responsables chiites, comme le cheikh Hassan Nasrallah ou le président Ahmadinejad ont une popularité dans le monde arabe sunnite surprenante, née du simple fait qu'ils osent « résister à l'impérialisme américain et sioniste ». Cependant, certains gouvernements, notamment celui d'Arabie Saoudite, essaient de calmer les éléments religieux les plus hostiles à l'égard des « apostats » que seraient les chiites. Ainsi cet antagonisme ne paraît pas constituer, tout au moins pour l'instant, une grille de lecture pour les scénarios à venir.
- Des éléments de stabilité peuvent freiner les évolutions les plus préoccupantes : les forces armées, et spécialement les services de renseignements, représentent une force très structurée, à condition que la troupe ne soit pas noyauté par des éléments subversifs, religieux ou non ; les structures tribales ou communautaires restent vivantes, se renforcent aussi, dans la mesure où, dans le chaos actuel, elles représentent des éléments de protection et de stabilité ; les sociétés civiles de ces pays s'organisent ; des réformes sont réalisées dans le domaine de la gouvernance politique et économique.

Il est probable qu'aucun de ces scénarios types ne se réalisera et que la réalité sera très différente, surtout s'agissant d'une zone où seul l'incertain est sûr. En outre la crise financière, par sa gravité et l'importance de ses conséquences économiques, va être

un élément perturbateur supplémentaire qui va toucher aussi bien les pays pétroliers, qui vont voir chuter leurs revenus, que les pays ne disposant pas de richesses en hydrocarbures. Sous ces réserves, les quatre scénarios évoqués ont leur propre cohérence : certains d'entre eux risquent de conduire à des situations préoccupantes, et même hors contrôle, si aucune action n'est entreprise par les gouvernements locaux comme par la communauté internationale. Devant de tels risques, que faire ?

Que faire ?

Il existe à l'évidence un risque que l'ensemble de la zone échappe à tout contrôle des États de la région comme des puissances extérieures et de la « communauté internationale » elle-même. Cependant une telle évolution n'est pas une fatalité. De nombreux *think tanks*, notamment l'International Crisis Group ou l'Ifri, ont avancé des propositions pour contribuer à la solution des crises multiples que connaît cette région. Aux États-Unis, le rapport Baker-Hamilton, publié en décembre 2006 mais écarté par l'Administration Bush, bien qu'il ait été rédigé par une commission du Sénat bipartisan, reste un document de référence. L'accord de Genève rédigé par un groupe d'experts et de responsables israéliens, palestiniens et suisses et présenté en octobre 2003, conjointement, par deux anciens ministres, l'un israélien, Yossi Beilin, l'autre palestinien, Yasser Abed Rabbo, trace de façon détaillée la voie d'un compromis raisonnable et conserve toute sa valeur. Le « rapport Avicenne » présenté en avril 2007 aux candidats à l'élection présidentielle française par un groupe de chercheurs et de diplomates, a également fourni des pistes¹⁴. Si ces propositions restent valables, elles demandent à être actualisées, compte tenu de l'évolution de la situation. Cependant il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, ni sur place, ni à l'extérieur de la zone, il n'existe aucune véritable volonté politique pour promouvoir des solutions stabilisatrices, soit que les décideurs politiques n'aient pas cette volonté, soit qu'ils n'aient pas les moyens de faire prévaloir leurs vues. Le nouveau président des États-Unis, en concertation avec une Europe plus active, pourra-t-il donner cette impulsion et cet élan politique nécessaires à la solution des crises ?

Quelles pourraient être les bases d'une stabilisation de la zone ? Toute solution passe par une action concertée des États de la région et des acteurs extérieurs, en particulier des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, qui, en application de la Charte des Nations unies, ont des responsabilités particulières.

¹⁴ Bauchard (dir.) (2007a).

Des évolutions internes...

Les États de la région ont naturellement la responsabilité première pour faire face à cette situation menaçante. Le « droit d'ingérence » ou d'intervention est souvent vécu comme une atteinte à leur souveraineté et à leur intégrité. D'une façon générale, tous les problèmes de la région apparaissent, aux yeux des opinions publiques, comme ayant leurs sources dans des interventions étrangères, notamment américaines. Certes, beaucoup de régimes semblent de moins en moins légitimes et sont contestés par une population qui leur reproche leurs échecs économiques, leur autisme politique comme leur inefficacité administrative ou leur corruption. Mais toute évolution de ces régimes ne peut venir que d'une évolution interne : les acteurs extérieurs ne peuvent qu'accompagner des réformes venues de l'intérieur.

À cet égard, le développement d'une société civile active dans de nombreux pays est un élément très encourageant. La population est mieux formée bien que les systèmes éducatifs soient inégaux en qualité et n'attirent pas encore toutes les générations en âge scolaire. Cependant ils contribuent à réduire, parfois de façon spectaculaire, l'analphabétisme et permettent de dégager un nombre accru de personnes susceptibles d'exercer des responsabilités. Malgré des retours en arrière et des inégalités selon les pays, le rôle des femmes est de plus en plus affirmé, y compris en Iran où elles sont déjà majoritaires dans les universités. Les associations se multiplient dans tous les domaines, même si certaines d'entre elles peuvent être des faux nez du pouvoir. Des politiques de réformes économiques sont mises en œuvre à la fois pour stimuler un secteur privé encore embryonnaire et pour attirer des investissements étrangers. Une classe d'entrepreneurs apparaît. Les classes moyennes, nécessaires pour accompagner une politique de réforme, se renforcent et s'engagent de plus en plus dans la vie associative ou politique. Le rôle des avocats et des juges dans la contestation au pouvoir du général Pervez Moucharraf est une illustration de cette évolution. Ces « frémissements démocratiques » existent même s'ils restent embryonnaires dans la plupart des pays de la zone.

Cette évolution est accompagnée discrètement mais efficacement par certaines organisations non gouvernementales (ONG) occidentales respectueuses des spécificités nationales, telles la Fondation Carnegie (Carnegie Endowment for International Peace), Transparency International ou les grandes fondations allemandes comme la Friedrich Hebert ou la Konrad Adenauer. De son côté la communauté internationale a des responsabilités pour favoriser cette évolution. Ceci suppose tout d'abord que cessent des pratiques contre-productives ou qui ont des effets pervers. Il en est ainsi de l'utilisation inconsidérée sinon abusive du système des sanctions internationales, multilatérales ou unilatérales comme celles

décidées par les États-Unis à l'égard de plusieurs pays du Moyen-Orient. Les sanctions contre les « États voyous », même lorsqu'elles sont « intelligentes » pèsent essentiellement sur les populations elles-mêmes, y compris celles qui sont en opposition avec leur gouvernement. Elles ne peuvent que conforter les régimes en place, notamment les plus conservateurs, voire les plus extrémistes. Elles nourrissent des réflexes antioccidentaux et donnent aux pouvoirs en place le bouc émissaire qu'ils cherchent pour occulter leurs propres défaillances. Telle est la leçon que l'on peut tirer aussi bien de l'expérience de l'Irak de Saddam Hussein que de l'Iran de Mahmoud Ahmadinejad. De même les sanctions ou représailles collectives à l'égard de la population de Gaza, dont le but serait de provoquer une révolte de la population contre le gouvernement du Hamas, ont eu les effets inverses.

La volonté d'exporter un modèle de démocratie ou un système économique à la façon des États-Unis a également eu des effets pervers. Le modèle occidental, fruit d'une évolution de plusieurs siècles, ne peut être imposé à des populations vivant encore dans des sociétés communautaires et tribales. La conséquence en est que tout opposant encouragé ou financé par un pays occidental apparaît comme un agent de l'étranger. Les opposants eux-mêmes sont embarrassés par cette ingérence pétrie de bonnes intentions et demandent aux pays occidentaux plus de discrétion dans l'appui à leur cause. La volonté déclarée de stigmatiser les « États voyous », d'affronter l'« axe du mal », de procéder à un *regime change*, en prévoyant dans les documents budgétaires des crédits spécifiquement affectés à cet objectif, a le même effet contre-productif. L'expression malheureuse de Condoleezza Rice qui déclarait vouloir « éradiquer les bastions de la tyrannie » est à cet égard révélatrice d'une politique maladroite et condamnée à l'échec. Elle suscite un raidissement des pouvoirs en place, qui, très vigilants à l'égard de toute tentative de « révolution orange », s'en prennent, à l'image de l'Iran, à tout opposant réel ou potentiel, comme les doubles nationaux suspects de complicité avec leur État d'adoption. Ils suscitent des réflexes nationalistes et de rejet contre une telle ingérence. Il en est de même du jeu consistant à exploiter l'irrédentisme des populations minoritaires avec l'intention délibérée de provoquer des sécessions de territoires.

... accompagnées par la communauté internationale

Ainsi il convient d'éviter de telles erreurs qui ne font qu'accroître les risques de déstabilisation. Mais la communauté internationale pourrait aider à éviter l'inquiétante évolution en cours, de plusieurs façons.

Contribuer à la solution des crises régionales avec une approche équilibrée

La persistance des crises régionales et leur aggravation sont des éléments essentiels de l'évolution préoccupante de la situation. Leur solution prioritaire est un principe majeur. Elle suppose un abandon du « double standard », une approche pragmatique et une véritable volonté politique. À cet égard, la solution de la question palestinienne reste un facteur essentiel d'une stabilisation du Moyen-Orient. Son évolution récente ne peut qu'accroître la fracture de plus en plus inquiétante entre le monde arabo-musulman et l'Occident. En s'alignant sur la politique israélienne et en présentant Ariel Sharon comme un « homme de paix », l'Administration Bush a fait perdre aux États-Unis la qualité d'honnête courtier que le président Bill Clinton avait acquise. Les bases de son règlement sont connues : elles sont proches des points de convergences notés à Taba en janvier 2001, à la veille des élections israéliennes ou de l'« accord de Genève » présenté en décembre 2003. Cependant leur mise en œuvre passe par une détermination politique de toutes les parties concernées et un engagement des États-Unis comme de l'Union européenne (UE), qui devraient exercer de fermes pressions tant sur Israël que sur ses voisins arabes. Dans la solution de la question palestinienne, comme pour les autres crises, l'Organisation des Nations unies (ONU), et plus spécialement son Conseil de sécurité, a une responsabilité particulière.

Établir un dialogue avec toutes les parties concernées

La diabolisation de l'interlocuteur a été dans ce Grand Moyen-Orient une tactique délibérée tant de la part des États-Unis et d'Israël – les interlocuteurs potentiels étant traités de terroristes – que de celle de certains pays de la zone comme l'Iran, qui, tout au moins au début de la révolution islamique, considérait que les États-Unis étaient le « Grand Satan ». L'Europe est consciente du danger d'une telle approche, mais n'a pu jouer le rôle qui aurait pu être le sien, celui de rapprocher les deux points de vue. À cet égard, il est clair que toute stabilisation passe par un dialogue avec ceux qui peuvent avoir une influence sur le cours des événements, qu'il s'agisse de l'Iran – présent sur tous les fronts de crise, de l'Afghanistan au Liban –, de la Syrie, du Hamas ou du Hezbollah. Dans cette perspective, les négociations entre Israël et la Syrie, qui, jusqu'à maintenant, étaient menées par l'intermédiaire de la Turquie, devraient être reprises et encouragées, dès que le nouveau gouvernement israélien sera mis en place.

Contribuer au développement économique et humain de la région

Les pays occidentaux, notamment l'Union européenne, mais également les pays du Golfe, disposent d'instruments et de moyens financiers qui ne sont pas utilisés avec la meilleure efficacité. Les

récents bilans de l'aide internationale à des pays aussi divers que le Liban, l'Afghanistan ou les territoires palestiniens sont à cet égard révélateurs. Or l'Europe, en raison de son histoire comme de sa proximité géographique, de son intérêt stratégique pour cette région et de la présence sur son sol de communautés originaires de ces pays, a une responsabilité particulière. Mis à part les pays de la péninsule arabique qui bénéficient encore, malgré la baisse des revenus pétroliers, de ressources financières considérables pour des populations parfois très peu nombreuses, le reste de cette zone ne connaît pas un développement à la mesure de son potentiel. Certes la mauvaise gouvernance est parfois en cause, comme en Iran ; mais la mauvaise répartition des ressources face aux besoins plaiderait pour un développement des solidarités financières régionales.

Mettre en place, notamment dans le Golfe, un système de sécurité garanti par la communauté internationale

La négociation d'un tel système s'impose. Une approche globale de cette région où les différents problèmes et crises sont étroitement imbriqués, paraît seule de nature à stabiliser une zone qui a un intérêt commun à cette évolution. Un tel système est recherché tant par l'Iran – qui par ailleurs a des prétentions hégémoniques sur le Golfe – que par l'Irak – menacé dans son intégrité - et les pays de la péninsule arabique – dont l'existence même est parfois en cause. Cette négociation ne pourra aboutir que si le problème de la non-prolifération est abordé et si les États-Unis cessent d'afficher ouvertement leur objectif de *regime change* en Iran.

Ces orientations supposent une reconsidération complète des politiques actuelles qui, à l'évidence, ont échoué. Une révision de la politique américaine dans cette zone et une affirmation de l'Union européenne, intéressée tout autant, sinon plus, que les États-Unis à cette stabilisation, sont indispensables. Mais la mise en œuvre de telles orientations suppose également une volonté politique déterminée. L'importance des enjeux et le risque d'un chaos, qui peut dégénérer en une situation hors contrôle et s'étendre à d'autres pays, notamment en Asie, appellent à une remise en cause des politiques passées et à la définition d'une politique conçue sur de nouvelles bases, avec pragmatisme et sans *a priori*. La crise financière dont les effets économiques affecteront tous les pays du Moyen-Orient, pétroliers ou non, risque de jouer également dans le sens de la déstabilisation. La nouvelle donne offerte par l'arrivée d'une Administration américaine plus ouverte et d'une Union européenne qui aurait réglé son problème institutionnel pourrait donner l'impulsion nécessaire au règlement des conflits les plus aigus et à la stabilisation de cet axe de crise, qui est une menace majeure pour notre sécurité.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bauchard, D. (dir.) (2007a), *Rapport Avicenne, Maghreb – Moyen-Orient : Contribution pour une politique volontariste de la France*, Paris, Ifri, disponible sur *Ifri.org*.
- Bauchard, D. (2007b), « Le Moyen-Orient en recomposition », *Politique étrangère*, n° 2/2007, p. 397-411.
- Bauchard, D. (2005), « Le Moyen-Orient entre peurs et espoirs », in Th. de Montbrial et Ph. Moreau Defarges (dir.), *RAMSES 2006*, Paris, Dunod/Ifri.
- Bertelsmann Stiftung (2006), *Bertelsmann Transformation Index 2006. Toward Democracy and a Market Economy*, Gutersloh, Verlag Bertelsmann Stiftung.
- Bush, G. W. (2004), « Discours sur l'état de l'Union » (State of the Union Address), 20 janvier, disponible sur *Whitehouse.gov*.
- Carothers, Th. et M. Ottaway (dir.) (2005), *Uncharted Journey. Promoting Democracy in the Middle East*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace.
- Droz-Vincent, Ph. (2007), *Vertiges de la puissance : le « moment américain » au Moyen-Orient*, Paris, La Découverte.
- Filiu, J.-P. (2008), *L'Apocalypse dans l'islam*, Paris, Fayard.
- Fukuyama, F. (2008), « The Fall of America, Inc. », *Newsweek*, 4 octobre (traduction française : « La chute d'America, Inc. », *Le Monde*, 9 octobre).
- Gulf Research Center (2008), *Gulf Yearbook 2007/2008*, Dubai, UAR.
- Hecker, M. (2007), « Al- Qaïda : mort et transfiguration », *Études*, novembre 2007, p. 440-450.
- Lowe, R. et Cl. Spencer (eds.) (2006), *Iran, its Neighbours, and the Regional Crises, A Middle East Programme Report*, Londres, Royal Institute of International Affairs, disponible sur *Chathamhouse.org.uk*.
- Mackey, S. (2006), *Lebanon, a House Divided*, New York, Norton.
- Michaïlof, S. (2008), « La pétaudière de l'aide à Kaboul », *Le Monde*, 29 mai.
- Nasr, V. (2006), *The Shia Revival. How Conflicts Within Islam Will Shape the Future*, New York, Norton.
- Rashid, A. (2008), *Descent into Chaos: The United States and the Failure of Nation Building in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, New York, Viking Adult.
- Ricks, Th. (2007), *Fiasco. The American Military Adventure in Iraq*, New York, Penguin.